

L'USJ, au défi d'une époque et d'un temps : le trilinguisme est-il le choix de demain ?

Éducation Un colloque international sur le thème « Rôle et mission d'une université jésuite au Moyen-Orient » vient de se tenir à Beyrouth. Défis et perspectives.

Fady NOUN

C'est un défi à la mesure d'une époque et d'un temps, et non seulement d'une université, auquel se heurte aujourd'hui l'Université Saint-Joseph dans l'accomplissement de sa mission. Telle est l'une des plus profondes évidences qui ressort du colloque international de deux jours qui s'est tenu les 22-23 janvier, dans l'amphithéâtre Abou Khaled (Campus des sciences humaines), sur le thème « Une université jésuite au Moyen-Orient : quel rôle, quelle mission ? ». Un défi à la mesure de la vocation historique du Liban, de la civilisation où ses racines plongent et aussi de la planète francophone.

Certes, il n'y va pas de l'existence de l'USJ, qui en a vu d'autres. Mais il y va de la mission qu'elle remplit depuis sa fondation, il y a 140 ans. Il y va même de la vocation d'un Liban avec lequel l'Université Saint-Joseph a tissé des liens indissolubles. Il y va enfin d'un aggiornamento de programmes et de méthodes d'enseignement où les 451 formations actuelles assurées par l'USJ devront résister à l'usure du temps et aux processus d'accréditation réguliers auxquelles elles seront soumises.

Bien entendu, la Compagnie de Jésus ne manque pas

de moyens, comme la longévité de son université l'atteste. Mais les phénomènes de société qu'elle affronte au Liban et dans tout le Moyen-Orient, et pour commencer la déperdition de la langue française dans le sein des nouvelles générations, ainsi que les fractures socio-culturelles apparues sous la pression de la guerre, du communautarisme et aujourd'hui des réseaux sociaux mettent à l'épreuve toutes ses capacités d'action. Dans son intervention, l'ancien ministre Ibrahim Najjar a même parlé de « désagrégement ». D'autres défis existent, comme la mondialisation économique, la déchristianisation des sociétés, la crise de la pensée religieuse musulmane, les « printemps arabes », l'impasse constitutionnelle, l'appauvrissement des classes moyennes, etc. Ce sont là autant de crises que l'université vit pour ainsi dire « dans sa chair » et qui mettent au défi sa capacité de conceptualisation ainsi que sa vocation de réservoir de savoir et de pourvoyeuse de solutions.

Voilà ce qui se profilait derrière l'apparente sagesse d'un colloque sur « le rôle et la mission » d'une université jésuite au Moyen-Orient. Et ce qui est passionnant et angoissant à la fois ce sont moins les défis que l'USJ est en mesure de facile-

ment relever, que les questions restées sans réponses immédiates soulevées brièvement plus haut : celles des phénomènes de société sur lesquels l'Université n'a pas prise, tels le phénomène de désagrégement de la société libanaise, le recul de la langue française et les défis d'une mise à niveau d'année en année plus exigeante (un tiers des étudiants entrants ne répondent pas aux critères d'expression requis) ; tel aussi le recul en pourcentage du nombre d'étudiants admis à l'USJ par rapport à l'UL, aux universités traditionnelles et aux jeunes universités, qui pose le problème de « la marchandisation du savoir », selon l'expression utilisée par Fadia Kiwan, présidente honoraire de l'Institut d'études politiques, qui est intervenue sur le thème « l'USJ, acteur de résistance culturelle ». Il aurait pu être, tout aussi bien, question de la concurrence insensée que se livrent les universités catholiques au Liban.

Voici, brossées à grands traits, certaines des problématiques soulevées au cours d'un colloque malheureusement trop bref, auquel se sont associés six recteurs de France, des États-Unis, d'Inde, d'Espagne et de Belgique, venus partager leurs expériences de vie et de survie universitaire dans un monde en mutation. Ce sont

les Prs Yves Poulet (Namur, Belgique), José Maria Guibert Ucin s.j. (Deusto-Bilbao, Espagne), Joseph Aoun (Northeastern, USA), Paul Dernandes s.j. (Xavier University, Inde) et Guillaume Leyte (Panthéon Assas, France).

L'espace manque pour rendre justice à la richesse des interventions qui ont marqué le colloque. Sur le fond, les interventions initiales déterminantes ont été celles du P. Michael Garanzini s.j., recteur de l'Université de Loyola à Chicago et secrétaire à l'enseignement supérieur de la Compagnie de Jésus, du P. Dany Younès s.j., supérieur provincial des jésuites au P.-O. et de Joseph Maïla (Essec, France).

Abordant en début de colloque le thème des « constantes » d'une université jésuite et puisant dans la longue tradition de son ordre en la matière, ainsi que dans sa réputation de formateur de chefs, le P. Garanzini a notamment affirmé que « le succès de l'ordre se mesure à celui des étudiants qu'il a formés ». Et de préciser que « la mission de justice sociale de l'université et l'enracinement dans la foi sont au cœur de toute institution jésuite ».

« Beaucoup de leaders aujourd'hui manquent de

profondeur dans leur compréhension des phénomènes et ne parviennent pas à leur imaginer des solutions innovantes, a encore dit le recteur de la Loyola University. Une éducation jésuite doit créer dans le cœur de l'étudiant une soif d'épouser la mission de l'université. »

La fin et les moyens

Mais c'est sur le plan des moyens, plutôt que des fins, que le colloque a soulevé le plus d'intérêt, parmi les présents. Et pour commencer, dans quelle langue l'USJ, université francophone dans un pays arabe, doit-elle diffuser son enseignement ? Derrière cette question appelant une réponse banale, quoique nuancée – ne serait-il pas plus profitable de donner certains cours en anglais, plutôt qu'en français ? – se cachait en fait un phénomène de société complexe qui affecte le Liban tout entier, et qui prend la forme de crises d'apprentissage et de transmission de l'arabe et du français, dans une société dont certains individus, de plus en plus nombreux, démissionnent, victimes d'une crise d'identité que ne peut ignorer l'USJ.

L'intervention du Pr Henri Awit, directeur de la Fondation de la pensée arabe, a permis de dégager certains des contours de cette double crise. Dans une séquence du colloque modérée par Hervé Sabourin, directeur du bureau Moyen-Orient de l'Agence universitaire de la francophonie, M. Awit a expliqué que de larges pans de la société libanaise ont décidé de négliger l'apprentissage de la langue arabe, bien que selon lui « ce soit par l'arabe que les étudiants serviront le mieux leur pays ». Résultat, le Liban produit annuellement des centaines de jeunes candidats à l'émigration et une véritable crise de la culture arabe



Sous l'œil modérateur du Pr Joseph Maïla, le P. Michael Garanzini s.j., secrétaire à l'enseignement supérieur de la Compagnie de Jésus, parle des constantes d'une université jésuite.

éclate au niveau de l'université. « Nous formons des étrangers », relevait l'un des intervenants. En cause aussi, bien entendu, un système scolaire et des méthodes d'apprentissage désuets, des programmes rétrogrades, qui rendent l'arabe rébarbatif.

L'exclusivisme francophone : un handicap

En outre, et en vis-à-vis, Henri Awit constate que « l'exclusivisme francophone, à côté de l'arabe, a fini par être un handicap ». Conclusion : la perpétuation de la mission de l'USJ passe par de sérieux efforts de mise à niveau, y compris en arabe, l'adoption de l'anglais et, en fin de compte, la conversion au trilinguisme. Bref, toute une éducation à réviser, sinon à refaire, dès l'entrée à l'université. Une véritable révolution.

Des nuances ont pourtant été apportées à ces constatations difficiles par les Prs Guillaume Leyte, président de l'Université Panthéon-Assas, et Nassib Ziadé, président du conseil d'administration de la Chambre de résolution des conflits de Bahreïn. S'inscrivant un peu à contre-courant des sombres pronostics sur la pertinence à long terme de l'enseignement en français, le Pr Ziadé, a fortement souligné « l'hégémonie du juridisme francophone dans le monde arabe », qu'il considère comme une chance pour l'USJ, dont la faculté de droit s'est implantée à Dubaï. Et de surenchéir dans l'optimisme en affirmant que « dans une Afrique en expansion, le français va devenir la seconde langue ». « Au-delà

de son rôle actuel d'apaisement dans le brasier régional, a-t-il ajouté, l'USJ en tant que relais et centre dépositaire du savoir pourrait jouer à l'avenir un rôle dans la reconstruction de la région et la formation des élites. »

Alphabétiser les gouvernances arabes

C'est dans le même esprit que Me Ibrahim Najjar, professeur à l'USJ et ancien ministre, modérateur du troisième temps du colloque, devait parler de la possibilité de créer une « École d'administration » à vocation arabe pour « alphabétiser » les techniques de gouvernance de notre environnement géographique et culturel.

Sur le plan juridique, « le Liban doit rester un pays contaminateur », a-t-il affirmé. Une conviction partagée par l'ancien ministre Ziyad Baroud, Fadia Kiwan et le Pr Adnane el-Amine, président de la « Lebanese Association for Educational Studies ». Le sentiment général est que le Liban n'a qu'à le vouloir pour rester le centre de rayonnement d'une culture juridique à la confluence du droit français et des droits du monde arabe. L'exploit de la traduction en arabe du code civil français semble avoir fourni à l'USJ un incroyable atout sur ce plan.

Deux synthèses convergentes

En conclusion du colloque, l'ancien ministre Damien Kattar et le Pr Salim Daccache ont tenté deux synthèses distinctes, mais convergentes. Dans un effort de globalisation, M. Kattar a insisté sur l'effort

nécessaire pour que l'USJ reste à la hauteur d'elle-même « dans un monde où l'action est coupée des valeurs et où la modération est diluée dans la polarisation et l'extrémisme ».

« L'enseignement supérieur, a-t-il insisté, va de pair avec l'évolution des peuples, de leurs besoins et de leurs problématiques sociales ». Et ces trois évolutions doivent être saisies synthétiquement, sans que ne disparaisse jamais à l'horizon la justice sociale constamment menacée par le souci de la performance financière. « Quel équilibre pourrions-nous trouver dans l'université pour aboutir à l'équité dans une société qui doit progresser et résoudre ses problèmes d'une façon continue ? » s'est-il interrogé.

Dans une synthèse orientée vers la pratique, le Pr Salim Daccache a considéré que l'aggiornamento de l'USJ s'engagerait dans les années à venir à répondre aux défis suivants : défi de la fidélité à l'identité ; défi du renforcement du sens de l'appartenance ; défi de continuer à être l'université des libertés, du pluralisme (de la médiation et non du compromis), de l'ouverture au monde arabe ; défi de rester le lieu d'épanouissement de la pensée juste et du droit d'espérer (formation à l'intériorité) ; défi de l'audace de l'innovation à partir des 415 formations actuelles de l'USJ et de processus d'accréditation réguliers ; défi de la formation continue ; défi de la diversification des sources de financement et, enfin, défi pratique du bien-être des étudiants (construction de résidences universitaires et transport).



Ziyad Baroud, Ibrahim Najjar, Fadia Kiwan et Adnan el-Amine : l'USJ dans son environnement libanais, moteur de changement et de développement, acteur de résistance culturelle.



Le Pr Nassib Ziadé, président de la Chambre de résolution des conflits de Bahreïn, a parlé du rayonnement régional et arabe de l'USJ. Photos Michel Sayegh